

## Les territoires clandestins du trafic de drogue au Mexique

Jean RIVELLOIS  
ORSTOM

### Introduction

Le territoire *clandestin* est souvent perçu comme un territoire réel non conforme à la légalité juridique ou administrative. Dans la réalité, le territoire clandestin et le territoire *légal* se superposent et peuvent même se compléter; cependant, si les contours du territoire clandestin restent imprécis, ses frontières "sociologiques" sont bien délimitées puisqu'il s'agit d'un territoire *approprié*, fondé sur des relations sociales à forte identité, exclusives et utilisant la violence comme moyen de défense de l'espace ou de conquête des réseaux spatiaux. On définira un territoire clandestin à partir de deux caractéristiques : d'une part, il s'agit d'un territoire *contrôlé* (en partie seulement, ou sur la base d'alliances locales) par un groupe social particulier, et d'autre part, ce groupe y exerce une activité spécifique, le plus souvent liée à un trafic *illégal*. Il en résulte un caractère incertain du territoire clandestin, ombre et ombrage des espaces territorialisés par le pouvoir administratif institué, et, de ce fait, toujours susceptible d'être remis en cause par celui-ci.

L'objet ici en question sera l'activité liée au *trafic de drogue* en tant que support de l'organisation d'un territoire clandestin qui se forme ou se transforme au niveau local, et s'étend au delà des frontières, à travers des filières utilisant des réseaux multinationaux. Le champ d'analyse sera limité au Mexique où différents groupes se partagent le territoire national en vue de développer leurs activités illégales de production (de cannabis et d'opium), de transformation et de trafic de drogue (de marijuana, de cocaïne andine et d'héroïne). A travers les structures de clan, de cartel, de clientèle et d'entreprise, le territoire apparaît investi clandestinement par les trafiquants de drogue afin de réaliser un objectif d'enrichissement qui suppose une domination sociale de/par l'espace ainsi qu'une recombinaison des formes traditionnelles de socialisation. Il s'agira de mettre en relief les stratégies utilisées à cette fin, ainsi que les limites de ce processus pouvant conduire à la création de *nouvelles sociétés territoriales*.

Le territoire clandestin de ces sociétés parallèles situées à la marge du système se constitue à partir de *caractéristiques culturelles* qui permettent d'identifier un territoire clandestin (la pratique de la contrebande, l'usage de la violence, les liens familiaux, la pauvreté ambiante, la récupération des marges), ainsi que de certaines stratégies qui donnent un sens aux *modes de domination exercés sur ce territoire clandestin* (l'usage de la corruption, le rapport au parti d'État et aux représentants des institutions, des administrations ou des pouvoirs locaux, le caciquisme, le clientélisme). Le territoire clandestin peut donc être caractérisé à la croisée entre *différentes structures de socialisation et les niveaux de territorialisation qui leur correspondent*.

C'est ainsi que peuvent être distingués quatre niveaux de *domination territoriale* qui président à la formation de territoires clandestins liés au trafic de drogue :

- 1) l'enracinement local à travers une organisation clanique qui favorise certains regroupements communautaires ou familiaux de type exclusifs ;
- 2) le partage du territoire national entre différents cartels sur la base de complicités avec les pouvoirs établis;

3) l'appropriation clientéliste du territoire comme condition de canalisation de la violence, de territorialisation des marges et d'intégration sociale par la formation de statuts sociaux hiérarchisés;

4) l'organisation entrepreneuriale du territoire fondée autant sur le local de la production que sur le local de la commercialisation et de la redistribution.

## 1. La genèse de l'organisation criminelle mexicaine

L'histoire du trafic de drogue à grande échelle au Mexique commence en fait à partir les années 1940, dans l'État du Sinaloa (en bordure du Pacifique) par une entente entre les gouvernements mexicain et américain en vue de promouvoir la culture de pavot devant servir à couvrir les besoins de l'armée américaine en morphine et en héroïne durant les conflits militaires. L'État du Sinaloa fut choisi parce que la culture de pavot y était déjà développée (à une échelle modeste) à la fois pour servir de plante ornementale, mais aussi pour satisfaire les besoins en opium de la petite communauté chinoise ayant choisi de demeurer au Mexique après avoir servi de main d'œuvre (dans les années 1920) pour la construction des voies ferroviaires traversant la *Sierra Madre Occidental* et reliant les villes de Los Mochis et de Chihuahua. Cet accord restera en vigueur jusqu'en 1946, date à laquelle le gouvernement américain le résilie; mais les structures de production à grande échelle sont dès lors implantées dans cette région dont les habitants ont connu, grâce à elles, une richesse rapide et inespérée. Elle ne sera pas éphémère. Avec l'accord des différents gouvernements locaux qui se succèdent, d'autres acheteurs prennent le relais, et ainsi commence le commerce illégal – mais toléré – du pavot, dans la zone de ce qu'on dénommera *le triangle d'or du Mexique*, constitué par le territoire environnant la frontière commune entre les trois États mexicains du Chihuahua, de Sinaloa et du Durango. Chacun y trouve son compte (agriculteurs, trafiquants, responsables politiques locaux, commerçants, banquiers, entrepreneurs) jusqu'à ce que le puissant voisin du Nord se fâche lorsque, dans les années 1970, la culture du pavot connaît un tel essor<sup>1</sup> qu'elle est perçue comme une menace par les autorités américaines.

C'est alors que fut déclenchée l'opération *Condor* qui sera réalisée tout au long des années 1971-1978 et qui consistait à allier les forces policières et militaires des pays concernés<sup>2</sup> et des États-Unis afin de réprimer les producteurs de plantes illicite. Au Mexique, la répression sera féroce pour les populations de petits agriculteurs, et vaine vis-à-vis des grands trafiquants; la mafia locale sera néanmoins décapitée tandis que les petits paysans (et leurs familles) travaillant pour elle, viendront grossir le flot des migrants résidant à la périphérie urbaine de la ville de Culiacán, la capitale du Sinaloa; quant aux gros trafiquants, ils émigreront dans l'État du Jalisco et fonderont le cartel de Guadalajara qui diffusera ses activités illégales à l'échelle d'une grande partie du territoire national. C'est ainsi que, grâce à l'opération Condor, la culture de la drogue, au lieu d'être éliminée, sera déplacée et étendue aux États du Michoacan, Sonora, San Luis Potosi, Zacatecas, Guerrero, Oaxaca<sup>3</sup>... Depuis Guadalajara, centre de leurs opérations, les têtes du trafic de drogue (Rafael Caro Quintero, Ernesto Fonseca Carrillo, Miguel Angel Felix Gallardo) dirigeront la culture de pavot et de cannabis au Mexique, l'importation de cocaïne de Colombie, le passage des marchandises à travers la frontière et la distribution de la drogue vers la Californie. Ils commenceront à investir dans des entreprises légales du Jalisco dans les

---

<sup>1</sup> A cause de la fin de la prohibition en Turquie (les cultures autorisées devant servir à des fins médicales) et du démantèlement de la *french connection* qui contrôlait le trafic d'héroïne en direction des États-Unis. Actuellement, le Mexique fournirait 25 % de l'héroïne consommée aux États-Unis.

<sup>2</sup> L'opération Condor concernera les pays producteurs d'Amérique centrale jusqu'au Mexique.

<sup>3</sup> A l'issue de l'opération Condor, les autorités américaines décideront de concentrer leur effort répressif, non plus prioritairement contre les producteurs, mais surtout contre les trafiquants; malgré les promesses du président Clinton lors de sa campagne électorale, il ne semble pas que la politique américaine ait changé ces dernières années au point de s'attaquer véritablement, à travers la mise en chantier de politiques sociales ou sanitaires, aux causes et aux effets qui motivent le comportement des consommateurs.

années 1980-1981 et leur activité illicite à l'échelle industrielle culminera entre les années 1982 et 1985.

L'opération Condor terminée, les trafiquants avaient en effet réinvesti les États laissés en friche et repris la culture ainsi que le trafic de drogue dans l'État du Chihuahua dont la ville frontalière de Ciudad Juárez constitue une des deux plus importantes places stratégiques de passage clandestin de la drogue (l'autre étant la ville de Tijuana, dans l'État de Basse Californie). C'est ainsi que durant les années 1980-1984, depuis la ville de Guadalajara, Rafael Caro Quintero dirigera l'exploitation du ranch dit *el Búfalo* dans l'État du Chihuahua. En outre, le cartel de Guadalajara enverra un de ses hommes (Amado Carrillo Fuentes, l'actuel baron du Cartel de Ciudad Juárez) prendre contact avec le capo local de la drogue (Pablo Acosta) qui contrôlait la place d'Ojinaga à la frontière avec les États-Unis; Amado Carrillo supervisera les opérations de trafic de cocaïne pour le compte du Cartel de Guadalajara à Ojinaga; de ce point, passera (durant la première moitié de la décennie 80, et selon les estimations de la DEA) 5 tonnes de cocaïne par mois<sup>4</sup>.

Le cartel de Guadalajara, dans sa forme originelle, sera décapité entre les années 1984 et 1989; ses principaux fondateurs seront emprisonnés ou assassinés<sup>5</sup> et l'activité industrielle du trafic de drogue se déplacera à nouveau vers le Nord du pays pour donner naissance au cartel de Ciudad Juárez; celui-ci se développera à partir de l'année 1984, sous la direction de Rafael Aguilar Guajardo (assassiné en avril 1993), des frères Munoz Talavera (arrêtés en septembre 1992) et de la famille Tapia Achondo. En 1984, une entente entre les différents barons des cartels mexicains les plus importants, avait permis le partage du territoire et définit les modes d'assistance mutuelle entre les différents cartels mexicains afin de rationaliser et de pacifier leurs relations concernant le contrôle de la frontière Nord (et notamment le contrôle du point stratégique de Ciudad Juárez). C'est sur ces bases que culmineront, durant la période 1988-1991, les activités illégales de la deuxième génération (après la première qui associait Pablo Acosta et Rafael Caro Quintero) installée dans le Chihuahua. Aujourd'hui, l'organisation est passée sous la domination de la troisième génération, dirigée par Amado Carrillo qui contrôle toujours la frontière – principalement les points de passage de Ciudad Juárez et d'Ojinaga, mais également le trafic réalisé à partir des États de Coahuila et de Sonora.

## 2. Le partage aléatoire des territoires

Les limites de la protection dont bénéficient les trafiquants sont liées à leur capacité financière ainsi qu'au rapport de forces entre les différents niveaux territoriaux de pouvoir, entre les différentes corporations impliquées et entre les différents clans politiques qui se partagent le pouvoir, distribuent les dérogations à la Loi et déterminent les formes de répartition de la rente de corruption. La protection dépend de la capacité financière des trafiquants parce qu'elle est toujours concédée par les forces de répression, soit à travers une corruption individuelle effectuée par les trafiquants (dans ce cas, ils achètent les services de professionnels de la répression qui deviennent leurs employés exclusifs<sup>6</sup>), soit à travers une corruption hiérarchique, sur une demande politique, et ici les agents de protection demeurent aux ordres de l'autorité

---

<sup>4</sup> Alors que la consommation annuelle aux États-Unis atteignait à cette période quelques 100 tonnes.

<sup>5</sup> Leurs héritiers, les frères Arellano Felix (cousins de Miguel Angel Felix Gallardo) iront fonder le cartel de Tijuana, tandis que Luis Hector "el Güero" Palma Salazar (en compagnie de Joaquim "el Chapo" Guzman Loera, arrêté en juin 1993) fondera le cartel de Culiacán (dit également cartel de Sinaloa); les deux cartels se livreront une lutte fratricide pour des raisons de conquête de territoire, de conquêtes féminines, d'influence politique et de contrôle de trafic d'héroïne (la drogue qui tend à supplanter la cocaïne aux États-Unis).

<sup>6</sup> C'est ainsi que les trafiquants ont organisé l'évasion de nombreux policiers qui avaient été emprisonnés pour trafic, meurtre, vol, séquestration...; ces derniers ont donc choisi de passer de l'autre côté de la légalité et d'y demeurer; ils sont ainsi devenus les obligés perpétuels des trafiquants qui leur ont redonné une seconde chance de recouvrer la liberté, en se mettant à leur service; d'autres policiers, simplement par appât du gain, ont basculé, de leur propre initiative, dans la délinquance organisée.

administrative (même s'ils reçoivent un complément de salaire plus ou moins important de la part du trafiquant<sup>7</sup>). La puissance d'un baron (le *capo*) se mesure à sa capacité de mobilisation des forces de protection, ainsi qu'à son aptitude à manœuvrer à la fois la corruption individuelle et la corruption hiérarchique afin de s'assurer une protection et une influence (par une puissance de feu exercée comme menace ou exécutée dans les faits) maximales. Néanmoins, la puissance du *capo* n'égalera jamais celle que peut mobiliser l'État à titre exceptionnel; le *capo* peut être le plus fort lors d'une opération surprise, mais les forces de répression officielles resteront maîtresses du jeu. La hiérarchie commande; ainsi une protection simplement locale n'assure aucun passe droit, ni sur un territoire extra-local contrôlé par d'autres autorités, ni vis-à-vis des autorités supérieures qui surveillent l'espace local et n'ont pas bénéficié d'une corruption hiérarchique. La hiérarchie politique décide des règles du jeu et de la durée de celles-ci; un contrat de corruption hiérarchique qui permettait au *capo* de bénéficier de toutes les protections possibles peut être interrompu à chaque instant sur simple intervention de la présidence de la République<sup>8</sup>. En ce sens, la protection du *capo* est toujours partielle (il lui manquera toujours le contrôle d'un niveau de pouvoir pour anticiper l'imprévisible) et éphémère (il sait qu'il tombera un jour ou l'autre lorsque son pouvoir fera de l'ombre au pouvoir légal ou aux appétits de ses concurrents<sup>9</sup>); sa protection voile une tragédie car ses multiples responsabilités (de meneur d'hommes, de maître de clientèle, de parrain paternaliste, de chef d'entreprise distribuant des salaires) sont trop importantes pour qu'il puisse faire marche arrière sans courir le risque de voir sa propre organisation se retourner contre lui s'il l'abandonne. Il est devenu l'esclave de ses esclaves, tout en demeurant l'esclave de ses maîtres politiques; et même emprisonné, il ne peut rendre publics ses contrats de corruption car il sait qu'il y perdrait la vie ou que sa famille, toujours en liberté, mais tenue en otage par l'État, en pâtirait.

La discrétion, la générosité bien ciblée et la soumission aux hiérarchies politiques, semblent donc être les principales qualités qui permettent à un narco-trafiquant de durer le plus de temps que les autorités ou le hasard lui en donneront l'occasion. Malheureusement pour eux, la tentation du pouvoir et la volonté de montrer ou de fortifier leur puissance par l'utilisation de la force, fragilisent les grands narcos. Ils tombent tous à cause de leur exhibitionnisme excessif, de leur blanchiment à outrance dans des investissements ne respectant pas la concurrence légale et de leurs guerres de clans pour le contrôle exclusif de certaines places (au Mexique, les villes de Tijuana ou de Ciudad Juárez, par exemple); mais la grande manipulation provient du machiavélisme et de la duplicité de pouvoirs établis disposant de la Loi et de violence légitime comme monopoles d'État. D'un État divisé entre clans (groupes) politiques institutionnalisés et dont les représentants, usant de pratiques autoritaires et de leur expérience clientéliste, conservent le contrôle de cette activité illégale jusqu'au niveau le plus local.

---

<sup>7</sup> Les plus hauts responsables (régionaux ou fédéraux) des autorités policières servent fréquemment d'agents de liaison entre les trafiquants qu'ils protègent et les représentants du monde extérieur (avocats, notaires, journalistes, chercheurs...) qui entrent en contact avec les trafiquants; ils accompagnent ces derniers à l'endroit où se trouve le trafiquant qu'ils sont censés arrêter. Il ne s'agit pas d'un pacte temporaire entre les deux, mais bien d'une relation permanente liée à une protection hiérarchique.

<sup>8</sup> C'est ce qui est arrivé aux *capos* du cartel de Guadalajara, Caro Quintero et Felix Gallardo; ils étaient devenus trop visibles aux yeux des autorités américaines qui ont demandé leur arrestation; pour le cas de Felix Gallardo (qui s'est laissé interpellé sans opposer de résistance tellement il était sûr de ses protections), il a été arrêté par Guillermo Gonzalez Calderoni qui, en tant que fidèle serviteur (et profiteur, puisqu'il est maintenant accusé d'avoir protégé, contre fortes rétributions, des narco-trafiquants qu'il a finalement arrêtés) de l'État clientéliste, a exécuté un ordre venant de la plus haute autorité; il a ainsi révélé, dans un entretien publié par *Proceso* (n° 947 du 26 décembre 1994), que, dans ce cas là, "sur ordres du Président[...], il avait fallu agir parce que la dette extérieure était sur le point d'être révisée".

<sup>9</sup> Pour neutraliser ces derniers, il n'hésitera pas à les dénoncer en s'alliant aux forces de répression légales (il s'agira alors d'établir un *pacte* avec les autorités), s'il peut y gagner en territoire (conquis sur ses adversaires-concurrents), en pouvoir (sur des narcos indépendants dont le contrôle lui échappait), ou en tranquillité pour la poursuite de ses activités (les forces de l'ordre étant tenues de remplir un certain quota de prises, il les aide donc, pour se protéger lui-même).

### 3. Les territoires du blanchiment

Les institutions bancaires jouent un rôle important concernant le blanchiment des bénéfices de la drogue. Quatre niveaux de recyclage peuvent être discernés :

1) le niveau international du recyclage dans les circuits financiers des pays du Nord : principalement les États-Unis, mais également les pays européens (à travers des sociétés fictives, des prises de participations dans des entreprises étrangères ou l'utilisation des paradis fiscaux pour nettoyer l'argent sale);

2) le niveau national qui serait centralisé, au Mexique, par la Présidence de la République pour ce qui concerne la réinjection d'une partie des bénéfices dans les circuits publics légaux (principalement à travers les saisies opérées sur les biens des narco-trafiquants), mais qui consisterait également en certaines prises de participation, par des capitaux boursiers d'origine étrangère, dans le rachat des entreprises publiques<sup>10</sup>);

3) le niveau régional à travers les dépôts effectués par les *capos* eux-mêmes (ou par l'intermédiaire de prête-noms amis ou familiaux), mais surtout à travers les réinvestissements opérés par *les grands caciques locaux* (chefs policiers, officiers supérieurs de l'armée, gouverneurs, membres rapprochés de l'administration du gouverneur, délégués de certaines administrations fédérales impliquées comme les douanes, anciens gouverneurs... auxquels il conviendrait de rajouter les familles et amis de tous ces grands caciques) à partir des fruits de la corruption institutionnelle tolérée;

4) le niveau local des petits producteurs ou trafiquants indépendants qui réinvestissent leurs bénéfices dans certains établissements bancaires consentants (comme certaines banques choisies ou certains bureaux de change dont les responsables sont peu regardants sur l'origine des virements effectués). Il est pourtant un indice qui ne trompe pas : la dollarisation de l'économie locale; en effet, les sommes dont disposent les petits et grands trafiquants sont amassées à partir des bénéfices obtenus de la vente au détail de l'autre côté de la frontière; tous les paiements aux producteurs ou aux intermédiaires (privés ou institutionnels) s'effectuent donc en dollars qui sont ensuite convertis en monnaie locale dans le système bancaire légal. Les autorités policières américaines – qui sont très scrupuleuses lorsqu'il s'agit de mettre en cause les administrations de pays étrangers – ont dénoncé à maintes reprises les responsables mexicains de certaines succursales bancaires ou de certains bureaux de change, qui ont alors été licenciés ou mutés ; les responsables des bureaux de change sont assimilables à des entrepreneurs indépendants qu'il est possible de réprimer en fermant leurs établissements<sup>11</sup>, mais il est très rare que les autorités mexicaines engagent des enquêtes sur ces grands commis

---

<sup>10</sup> Selon Enrique Quintana, économiste du Chihuahua cité par *Le Monde* du 6 juillet 1993, l'un des objectifs des privatisations opérées au cours de l'administration du président Salinas (1988-1994), était de faire revenir les capitaux nationaux ayant fui le Mexique au cours des deux dernières décennies; la moitié environ des sommes investies dans le rachat des entreprises publiques (15 milliards de dollars sur près de 30 milliards) seraient des capitaux ainsi rapatriés; c'est au sein de ces investissements qu'il faudrait rechercher quelle proportion d'entre eux proviennent de l'argent de la drogue, ce qui semble difficile à déterminer, d'abord parce que des prête-noms "honorables" sont probablement utilisés, et ensuite parce qu'aucune enquête sérieuse n'a été effectuée sur l'origine de ces fonds qui auraient pu se réinvestir dans les circuits légaux en l'absence de tout contrôle des autorités mexicaines sur le rapatriement des capitaux.

<sup>11</sup> Concernant les méthodes de blanchiment utilisées à partir des bureaux de change, il existe la déposition d'un ancien administrateur de ce genre d'établissements, recueillie le 27 février 1992, par le Congrès américain; il s'agissait du directeur de plusieurs bureaux de change situés des deux côtés de la frontière et qui, avant son arrestation, en 1987, effectuait le blanchiment de 50 millions de dollars par semestre; la majeure partie de l'argent blanchi était initialement déposée dans un bureau de change des États-Unis avant d'être convertie en pesos et transférée sur un compte bancaire mexicain appartenant au directeur du bureau de change, pour ensuite être virée sur le compte bancaire du client, le plus souvent domicilié à Guadalajara; une autre méthode consistait à confier l'argent (déposé préalablement par le narco-trafiquant dans un bureau de change complice, aux États-Unis) à un employé qui, muni de la somme en dollars, traversait la frontière vers le Mexique et la repassait ensuite en direction des États-Unis en remplissant les formalités de douane afin de pouvoir déclarer que l'argent était le fruit des activités liées aux autres bureaux de change possédés au Mexique; l'argent était ainsi blanchi et revenait aux États-Unis où il était déposé sur les comptes américains du directeur du bureau de change qui le transférait ensuite, par voie électronique, sur le compte de son client.

de l'État que sont les directeurs de banque, tout simplement parce qu'ils font partie du sérail des *grands caciques*, dont on tolère la corruption institutionnelle contre leur silence concernant les moyens qu'ils ont utilisé pour capter les devises étrangères; ils travailleraient donc "sur commande".

Certains entrepreneurs participent également au processus de blanchiment en permettant que l'argent de la drogue soit recyclé dans le circuit légal. Pour ce qui concerne les réinvestissements locaux effectués par les trafiquants indépendants, un indice ne trompe pas : le développement artificiel de l'économie locale; c'est ainsi que fleurissent nombre d'hôtels, de restaurants, de commerces, de *ranchos*<sup>12</sup> dont les capacités sont supérieures aux besoins locaux mais qui approvisionnent régulièrement les banques des fruits de leurs chiffres d'affaires fictifs (c'est-à-dire dont les bénéfices ne proviennent pas de l'activité déclarée) ou réels (lorsque ces activités servent à capter les bénéfices liés à la drogue). Au moment du second boom de la drogue dans le Chihuahua, au cours des années 1980 (le premier ayant eu lieu avant l'opération *Condor*), l'économie locale s'était trouvée dopée artificiellement : les *ranchos*, les bois, le foncier, l'immobilier étaient achetés à des prix dépassant 3 fois leurs valeurs réelles; cette surévaluation était le signe qu'il fallait investir à n'importe quel prix les bénéfices de la drogue. De nombreuses fortunes se sont bâties sur ce recyclage et de nombreux entrepreneurs locaux en ont profité tout en connaissant pertinemment l'origine des fonds investis : notaires, avocats d'affaires, promoteurs immobiliers, agriculteurs, entrepreneurs du bâtiment, concessionnaires automobiles, propriétaires de boîtes de nuits ou de bordels, administrateurs de centres commerciaux...

Ces activités permettaient à la richesse de circuler sur des espaces (ruraux ou villageois) abandonnées jusqu'alors des projets de développement nationaux : les commerces fleurissaient, le travail abondait, la consommation était débridée. Si l'on découvrait un jour de la cocaïne dissimulée dans des citernes de gaz appartenant à l'entrepreneur qui dispose du monopole de sa distribution dans le Chihuahua, si un ancien ministre des armées s'était converti en un influent membre de conseil d'administration d'un groupe industriel spécialisé dans la construction de lotissements, rien ne pouvait prouver qu'ils étaient directement impliqués dans les affaires de trafic ou de blanchiment. La morale publique institutionnelle, le nationalisme, le soutien obligé à l'activité économique en période de crise alentours, soudaient les consciences des hommes et recouvraient d'un tabou opaque l'ensemble de la société. En réalité, si la partie visible – et négligeable – du blanchiment était le fait des petits trafiquants indépendants qui profitaient d'une conjoncture favorable pour faire de bonnes affaires, le gros des bénéfices captés par les grands narcos, mis à part quelques *ranchos* ou quelques maisons somptueuses, n'était pas réinvesti directement par eux : discrétion oblige ! Il y a cependant fort à penser qu'une partie importante de ces bénéfices, captés par la corruption institutionnelle appliquée aux marges du système, était blanchie par les grands caciques locaux qui rendaient ainsi une forme d'honorabilité à ces sommes mal acquises; et ces chefs de clientèle là étaient – et restent – insoupçonnables, même lorsqu'ils investissaient leur capital dans les affaires de leurs amis *socios*, les autres grands caciques locaux que sont les grands entrepreneurs. Si les énormes fortunes des grands entrepreneurs doivent beaucoup à l'accumulation primitive du capital opérée au fil de l'histoire par certaines dynasties locales, le fait que, non seulement elles ont échappé à la crise, mais qu'elles aient réussi à investir encore davantage afin de se moderniser et de parvenir à acheter des banques au Texas, laissera toujours planer un grand nombre de doutes sur l'origine de leurs ressources (et surtout sur l'origine des ressources de leurs actionnaires).

---

<sup>12</sup> Les *ranchos* sont de très grosses fermes (souvent de plusieurs dizaines ou centaines d'hectares) dont les terres sont consacrées à l'élevage, sur lesquelles les propriétaires possèdent une maison souvent très confortable (il n'est pas rare de trouver une piste d'atterrissage sur la propriété) et où les ouvriers permanents et saisonniers sont logés et entretenus selon des méthodes qui relèvent plutôt du système paternaliste.

Maintenant, les narcos sont en repli dans le Chihuahua et également à Guadalajara ; ils étaient devenus trop visibles, trop ostentatoires, trop déstabilisants pour le pouvoir en place; ils se sont donc déplacés comme chaque fois lorsque le pouvoir les y contraint. Mais les grands investisseurs "légitimes" sont toujours là, continuant à construire leurs grands hôtels de béton dont les façades vitrées cachent l'absence de fréquentation, mais qui confortent l'orgueil d'un modernisme qui ne veut pas dire son origine. Quant aux zones rurales ou aux petits villages et villes de province, lorsqu'ils sont "nettoyés" par la police ou l'armée (comme la ville de Madera, dans le Chihuahua, après l'opération *Condor*, ou actuellement la ville de Guadalajara), la dépression s'y installe; seuls demeurent quelques commerces et maisons cossues dont les habitants se souviennent de l'origine douteuse dont leurs propriétaires les ont construits ou acquis. Dans les villages les plus reculés desquels sont originaires de gros trafiquants résidants en ville, il n'est pas rare de rencontrer une église ou un cimetière fraîchement restaurés et bien entretenus sur les deniers de celui qui peut être considéré comme un narco-cacique local, et qui bénéficie ainsi d'une reconnaissance de la population, en même temps que d'une protection pour l'éternité<sup>13</sup>.

#### 4. La métamorphose des caciques locaux

Parmi les principaux caciques locaux établis, deux catégories peuvent être distinguées : les caciques institutionnels (hommes politiques locaux, présidents municipaux, commissaires *ejidaux*, représentants syndicaux, policiers municipaux, délégués des différentes administrations régionales ou fédérales comme les représentants locaux de la Police Judiciaire de l'État ou les délégués de la Réforme Agraire chargés de l'affectation des terres) et les caciques sociaux (représentants locaux du parti, entrepreneurs locaux, anciens hommes politiques jouissant encore d'un fort pouvoir d'influence, hommes de main des caciques établis qui ne résident pas sur place); une troisième catégorie, à la marge du système, est apparue en même temps que se développaient la culture et le trafic de drogue : les narco-caciques. Ces trois catégories de caciques expriment tous une autorité, d'un côté ou de l'autre de la Loi, avec laquelle il faut compter si l'on est un petit producteur indépendant. C'est ainsi que dans les zones les plus difficiles d'accès du Sud ou du Sud Est de l'État du Chihuahua où d'énormes falaises ferment les sociétés au monde, la Loi est souvent celle du plus fort, et le plus fort n'est pas toujours celui qui représente la Loi mais celui qui dispose de suffisamment de moyens financiers pour se procurer armes et véhicules lui assurant une capacité de contrôle des populations et une mobilité face aux autorités répressives ou aux groupes rivaux ; la justice est encore moins qu'ailleurs celle de l'État de droit, mais plutôt celle de l'allégeance au plus fort. Les représentants de l'État ne peuvent se prévaloir du monopole de la violence légitime sur des territoires où l'usage de la violence est la chose la mieux partagée et la condition habituelle de survie des caciques sociaux; ces derniers, souvent membres de la société civile – et donc ne jouissant d'aucune fonction électorale – disposent donc d'un pouvoir délégué de l'usage de la violence de la part des caciques institutionnels (représentants de l'État) dont ils confortent eux-mêmes le pouvoir; le pouvoir local (issu de la société civile) et le pouvoir régional et national (conféré par l'appartenance à des instances étatiques) sont donc indissociables et tous deux légitimes. Mais l'acceptation par la collectivité que la culture et le trafic de drogue représentent une affaire lucrative pour tous,

---

<sup>13</sup> On se demande encore quel était le rôle du prêtre catholique américain qui a été appréhendé dans la rafle contre le cartel de Ciudad Juárez en 1992; le respect du culte nous a interdit de questionner les autorités policières à son sujet et nous ne le mentionnerons donc pas; par contre il est cocasse d'entendre certaines histoires venant des campagnes les plus profondes où de belles églises coloniales attendent encore qu'un prêtre y soit nommé (les institutrices ont abandonné depuis longtemps leurs postes, lassées d'être violées dans l'indifférence générale); dans ces églises, le prêtre de la paroisse qui réside dans un bourg éloigné de ces villages inaccessibles vient tous les trois mois pour officier et recevoir une obole, souvent fort généreuse, pour son déplacement; dans un cimetière récemment restauré (tombes propres, mur d'enceinte haut comme celui d'une prison consacrée aux morts), les narco-trafiquants locaux ont fait construire une petite chapelle qui, en prévision de l'envahissement du village par les forces de l'ordre, leur servira à "s'évanouir" et à tenir le siège, discrètement puisqu'il s'agit d'un endroit que l'on ne peut profaner.

permet que ces activités se poursuivent dans le plus parfait des consensus et confère une légitimité à cette nouvelle catégorie de caciques que sont les narco-caciques.

En effet, dans ces zones semi-arides de grande pauvreté, la culture de la drogue apparaît bien comme un recours contre la pauvreté et l'émigration forcée vers les villes, à la fois pour les petits paysans traditionnels, mais également pour les communautés indigènes. Tant qu'il n'y a pas de guerre des clans criminels pour l'appropriation des terres ou que ne se manifeste pas une résistance locale organisée contre la poursuite des activités illégales, les retombées de celles-ci sur le commerce local ainsi que les prélèvements effectués sur les producteurs par les caciques institutionnels (politiques, administratifs ou policiers) suffisent à assurer la reproduction du système social et économique. La majorité des paysans indépendants cultive ses semis et, les récoltes effectuées, vendent leur production au plus offrant des collecteurs – intermédiaires indépendants ou représentants des grands *narcos* – qui passent de ferme en ferme. Les zones de cultures sont tellement enclavées et, de ce fait, éloignées des autorités, que les trafiquants y ont construit des pistes d'atterrissage clandestines où se posent les avions provenant des pays andins (après avoir fait plusieurs escales pour leur ravitaillement, dont au moins une dans un pays d'Amérique centrale, et une autre dans la région de Guadalajara) et à proximité desquelles ont été établis des laboratoires clandestins de transformation de la coca ou du pavot.

Dans les zones rurales sous contrôle des hommes de main d'un narco-cacique, celui-ci négocie avec les autorités fédérales (armée, police), depuis la ville où il réside, les champs où s'exercera la répression terrestre (par envoi de troupes au sol afin d'effectuer une coupe manuelle des plantes suivie d'un grand feu purificateur et paradisiaque, selon le sens des vents) ou aérienne (par fumigation héliportée); souvent, les petits paysans indépendants voient ainsi leurs récoltes détruites, mais ils se rattrapent sur la prochaine (il y a de toutes manières deux ou trois récoltes par année), ou alors – ceci est apparu depuis 1991 – ils changent leurs modes de production et font des micros semis d'une centaine de mètres carrés dissimulés au milieu d'autres plantations, afin de déjouer la détection des autorités et de limiter les pertes en cas de destruction. La répression touche principalement les petits producteurs et les narco-caciques indépendants qui ne disposent d'aucun contact avec les autorités fédérales; rarement les caciques institutionnels sont inquiétés car ils sont protégés par leur statut politique. Mais, tant que les affaires marchent, ces narco-caciques (influent barons ou indépendants), du fait qu'ils développent une des rares richesses qui profite à tous les membres de la collectivité, jouissent d'une légitimité sociale et d'un pouvoir financier qui leur permet de soumettre les caciques institutionnels et sociaux locaux; ces derniers deviennent donc les obligés des acteurs de la marge qui peuvent exercer sur eux la force de persuasion de la corruption ou l'usage de la force réelle (si les alliances ne peuvent se nouer ou si le contrat est unilatéralement rompu). C'est ainsi que s'effectue le retournement des caciques institutionnels et sociaux locaux; la corruption, comme mode de redistribution informelle des richesses, est certes constitutive de l'État clientéliste; mais lorsque les sources légales d'alimentation de la corruption sont taries (du fait de la crise économique qui provoque, par exemple la mévente des produits de l'agriculture ou la fermeture des industries minières), les caciques institutionnels et sociaux ont intérêt à laisser se développer certaines ressources illégales (comme la culture et le trafic de drogue) afin de trouver d'autres sources substitutives de prélèvement. De toutes façons, les bénéficiaires de cette corruption leur sont dûs de par la nature même du système clientéliste dont ils sont les représentants locaux; pour ces caciques, peu importe l'origine (extérieure à leur fonction) de la corruption dont ils bénéficient; seul compte leur enrichissement, et plus il y a d'argent qui circule, plus ils s'enrichiront. Ils ont ainsi intérêt, non seulement à laisser faire, mais à favoriser l'essor d'activités illégales qui produisent plus de richesses – et donc, davantage de bénéficiaires de corruption – que les activités traditionnelles légales.

A travers cette corruption dépendante et captive des autorités traditionnelles locales, et en l'absence d'autorités fédérales suffisamment fortes pour s'opposer au pouvoir des narco-



trafiquants, peut s'exercer la réalité mafieuse des narco-trafiquants : au niveau le plus local. Et à ce moment là, si un consensus général n'est pas trouvé, fondé sur une légitimité sociale des acteurs de la marge et une reconnaissance collective de leur statut politique de narco-néo-caciques locaux, toutes les dérives "totalitaires" deviennent possibles. Mais, en règle générale, le narco-caciquisme ne fait que reproduire les modes d'exploitation et de domination du caciquisme traditionnel, et ceci est surtout flagrant dans les rapports avec les communautés indigènes qui vivent dans la *sierra* et dont certaines sont maintenues dans une situation de quasi esclavage autant par les narco-trafiquants que, par exemple, de la part des entrepreneurs forestiers<sup>14</sup>. L'inexpérience de la majorité des indigènes en matière de commercialisation du bois ou de recherche de financements publics, permet aux industriels des compagnies sylvicoles de déboiser en toute impunité les territoires communautaires, sous la protection des fonctionnaires locaux du ministère de l'agriculture (SARH) ou de la Réforme Agraire (SRA).

Que ce soit avec l'industrie du bois ou celle de la drogue, les inégalités sont donc toujours aussi criantes pour les indigènes, mais les méthodes utilisées par les narco-trafiquants se distinguent néanmoins par quelques nuances particulières. Ainsi, pour maintenir les indiens et les paysans sous leur dépendance, les narco-trafiquants qui ont investi leurs territoires leur offrent-ils comme mode de paiement de leur travail, de la cocaïne ou de l'alcool, mais également des armes afin que les paysans se regroupent en milices locales pour défendre les intérêts de leur employeur – ainsi que les leurs, par la même occasion. Ce mode paternaliste de rétribution en nature (par exemple, une tonne de maïs contre cinq kilos de marijuana) d'un travail forcé ou effectué par consentement (selon le degré de collaboration des communautés locales), tend cependant à modifier l'équilibre des relations sociales en imposant de nouveaux petits caciques locaux (les sous-caciques délégués des narco-caciques) qui s'opposeront aux autorités traditionnelles et ne respecteront pas les règles collectives de sociabilité, les décisions de justice communautaire et les modes de répartition des richesses. La variable ethnique n'est jamais absente de ces prises de pouvoir par la force à l'intérieur des communautés indigènes; en effet, la majorité des caciques traditionnels locaux (présidents municipaux, chefs de la police municipale ou régionale, grands propriétaires terriens, industriels du bois, propriétaires de la *tienda* qui fournit les indigènes en marchandises courantes contre un endettement remboursable en travail forcé, mais également les trafiquants de drogue eux-mêmes) est composée de métis qui ont le plus profond mépris pour les populations indigènes qu'ils considèrent comme corvéables à volonté<sup>15</sup>.

---

<sup>14</sup> C'est ainsi que l'*ejido* de Coloradas de la Virgen, par exemple, était contrôlé de main de fer par deux compagnies forestières et un narco-trafiquant qui vivait tranquillement dans un quartier résidentiel de la ville de Chihuahua tandis que leurs hommes de main faisaient régner la terreur auprès des communautés rurales; sous l'instigation de l'ONG *Consejo Asesor Sierra Madre*, les habitants se sont mobilisés pour expulser les représentants du narco-trafiquant; ces derniers ont résisté en tuant 4 indigènes et un de leurs gouverneurs (l'autorité traditionnelle que le gouvernement national a imposé aux indigènes). Ailleurs, sur le territoire de Guadalupe y Calvo (une des plus importantes zones de culture et de trafic de drogue de l'État du Chihuahua) qui est le plus étendu des 20 *municipes* de la *sierra* Tarahumara (du nom des indiens qui peuplent cette région) avec plus de 36 000 habitants dispersés en 680 communautés, la présence gouvernementale ne se manifeste qu'à l'occasion des opérations de répression du trafic de drogue. L'industrie du bois est à l'origine de multiples formes de corruption liées la plupart du temps à l'accaparement des terres par les exploitants forestiers; les problèmes concernent principalement les zones communautaires *ejidales* dont les techniciens publics chargés de l'exploitation du bois ou les autorités *ejidales* elles-mêmes ont été corrompus par certains caciques au service des entreprises forestières afin que celles-ci profitent des terrains boisés pour un usage capitaliste privé; les caciques locaux disposent donc comme bon leur semble des terrains appartenant aux communautés, de l'exploitation du bois et de sa commercialisation aux grandes compagnies, mais également de la capacité d'imposition d'autorités *ejidales* soumises. Dans l'État du Durango, on a même vu des entrepreneurs forestiers qui non seulement déboisaient entièrement les territoires *ejidales*, mais qui, en plus, lorsqu'ils en avaient terminé, laissaient les communautés fortement endettées auprès des banques ou des services de Sécurité Sociale (cf. revue *Proceso*, n°901 du 7 février 1994).

<sup>15</sup> Les programmes public d'aide aux populations indigènes qui étaient engagés à partir de PRONASOL (Programme National de Solidarité, développés entre 1989 et 1994) furent relayés localement par les présidences municipales, sans aucune participation des autorités indigènes traditionnelles; la majeure partie des investissements a été accaparée par les populations métis.

La substitution de certains *líderes* communautaires ou le dévoiement de caciques traditionnels (commissaires *ejidaux*, gouverneurs indigènes) au service captif des représentants d'un pouvoir économique capitaliste (les narco-trafiquants, les industriels du bois, les grands propriétaires de domaines agricoles), vont de pair avec le changement du rôle du cacique rural ; celui-ci qui était naguère un intermédiaire entre la communauté et les autorités extérieures, devient dès lors le représentant exclusif des intérêts d'un acteur extérieur à la communauté. Afin de conserver leur pouvoir, ces sous-caciques locaux constitueront rapidement des bandes armées incontrôlables par les communautés dont ils sont quelquefois issus, ce qui explique le nombre important d'assassinats (de gouverneurs, de *líderes* ou d'autorités indigènes) et de règlements de comptes intra-familiaux<sup>16</sup> dans les zones rurales touchées par le narco-traffic.

C'est ainsi que peuvent être démontées les ramifications institutionnelles des trafiquants, les méthodes de blanchiment ainsi que les secteurs bénéficiaires, et leur localisation. Pourtant, rien ne bouge et rien ne change. C'est qu'il existe une étanchéité presque parfaite entre les acteurs de la marge et les acteurs institutionnels, ces derniers bénéficiant des retombées des activités illicites sans jamais se trouver directement compromis : la division des fonctions permet au système de se reproduire, de se concentrer et d'être de plus en plus efficace. C'est pourquoi sont connus les noms des personnalités politiques ou appartenant au monde économique et financier, mais jamais aucune charge ne peut être retenue contre elles; les aveux recueillis sont toujours fragmentaires, et de toutes façons, l'impunité judiciaire comme la morale publique protègent les tenants du régime parce qu'ils sont les représentants du peuple et que les condamner reviendrait à condamner le peuple. Le nationalisme joue donc en faveur de la reproduction d'un système criminel qui unit les clans politiques et les cartels de la drogue, les acteurs institutionnels et les narco-trafiquants. En tout état de cause, il conviendrait de relativiser le dynamisme des entrepreneurs mexicains qui ont souvent apprécié – par l'intermédiaire des grands caciques ou de l'État lui-même – les bénéfices retirés des récoltes défendues<sup>17</sup>.

Il apparaît donc que, non seulement le clientélisme d'État est perverti par les marges qu'il a intégrées, mais également qu'il favorise le clientélisme de la marge. Ces deux formes de clientélisme sont donc simultanément unies et rivales en ce que toutes deux recherchent la légitimité qui leur assurera la reconnaissance la plus large possible des sociétés impliquées, d'un côté ou de l'autre de la Loi, par l'essor des activités illégales. Telle est la raison profonde qui permet d'expliquer l'existence de ces si nombreux ponts institutionnels entre les deux mondes : ils se développent l'un à côté de l'autre, l'un par l'autre.

## 5. Les territoires du trafic

---

<sup>16</sup> Chez les petits paysans où la possession d'armes à feu est courante pour la pratique de la chasse, l'existence de *vendettas* entre familles rivales n'est pas exceptionnelle; elle tend néanmoins à se banaliser lorsque l'usage d'armes de combat devient une pratique courante d'exercice d'un pouvoir local à la portée de n'importe quel membre de la communauté associé aux narco-trafiquants; l'utilisation de méthodes de terreur peut aller jusqu'à l'assassinat (pour l'exemple et en public) de certains membres des communautés indigènes afin d'inciter l'ensemble de la communauté à se soumettre aux narco-caciques et à cultiver la drogue; la plupart de ces meurtres sont impunis, comme restaient impunis les assassinats d'indigènes de la part des caciques métis traditionnels; ainsi, selon le responsable d'une association de défense des indigènes (*Consejo Asesor Sierra Madre*) cité par le *Diario de Juarez* des 16 et 17 mars 1994, sur le territoire de Guadalupe y Calvo, neuf familles exerceraient un pouvoir municipal parallèle en usant de la terreur sur l'ensemble des communautés et quelques uns des membres de ces familles seraient connus pour être des assassins multirécidivistes.

<sup>17</sup> D'après le ministère mexicain de la Justice, la mise en œuvre du modèle néo-libéral au Mexique, et notamment la privatisation des entreprises d'État ainsi que la captation des capitaux boursiers, aurait été en partie financée par les bénéfices directement investis des cartels; ces bénéfices seraient estimés à 30 milliards de dollars, soit, avant la crise du peso de décembre 1994, près de 10 % du PIB; si, ainsi que l'a montré notre analyse, il convient d'y ajouter les bénéfices partagés à travers le racket institutionnel ou la corruption, le montant des capitaux blanchis serait nettement plus élevé.

Il est maintenant possible de caractériser les différents niveaux territoriaux du système institutionnel du narco-traffic au Mexique, et de les croiser avec les principales branches d'activités illégales intégrées qui leur sont liées :

- 1) le niveau international et national : de la répression, du trafic et du blanchiment institutionnel (éventuellement, de la captation de la rente lorsque le niveau régional est défaillant);
- 2) le niveau national et régional : de la récupération et de la captation de la rente par les grands caciques;
- 3) le niveau local : de la production, du trafic et de la corruption de moindre importance.

Il apparaît bien que le niveau régional peut être occulté, sans que le système soit atteint. Au lieu d'être partagée avec les caciques du gouvernement régional, la rente est captée uniquement par les grands caciques nationaux et le trafic est alors centralisé, dirigé et contrôlé depuis la présidence et avec la complicité des barons de cartels.

Malgré les déclarations officielles sur la modernisation du système politique mexicain, il est maintenant évident que l'augmentation de la pauvreté (au niveau local), la croissance de certains secteurs (dont les secteurs bancaires, touristique, des travaux publics) et la volonté politique des responsables de l'État, sont des éléments déterminants qui ont contribué au renforcement du caciquisme au cours de ces dernières années. Aujourd'hui, les clans traditionnels existent encore qui structurent l'État clientéliste et disposent toujours de la direction institutionnelle des grandes affaires publiques et privées; or, le trafic de drogue est l'une des plus grandes parmi celles-ci qui ne peut leur échapper compte tenu des caractéristiques du système mexicain de gouvernement. C'est ainsi que le pouvoir légal est en mesure de s'approprier et de conquérir ses marges afin de réaliser ses deux objectifs prioritaires :

- 1) la captation institutionnelle de la rente à des fins d'enrichissement privé ou/et d'intégration dans le système bancaire<sup>18</sup>;
- 2) la reproduction du PRI, en déviant les revendications politiques et sociales liées à la redistribution des richesses, vers une tension générée par des affaires passagères de corruption, ainsi que par l'accroissement d'une criminalité, d'une délinquance et d'une violence marginale, autant de phénomènes présentés comme conjoncturels et qui relèvent en fait des structures de l'État clientéliste.

A présent, il reste à rapporter certaines caractéristiques communes des différents acteurs impliqués dans le trafic, à des référénts constants qui déterminent le système entrepreneurial du narco-traffic; les sept référents suivants ont été sélectionnés :

- 1) le niveau d'insertion est le plus élevé pour les narcos indépendants ou sous-traitants ou employés permanents d'une organisation;
- 2) le mode de recrutement est prioritairement familial ou extra-familial avec cooptation;
- 3) le niveau de protection est d'ordre territorial (local ou national ou transfrontalier), administratif (chaque institution complice appartenant à un niveau particulier, plus ou moins influent, du gouvernement régional ou national) et politique (la protection d'un groupe politique

---

<sup>18</sup> A ce sujet, un rapport de l'ambassade des États-Unis au Mexique, cité par *la Jornada* du 22 avril 1995, mentionne que le Mexique est le centre principal du blanchiment de l'argent de la drogue sur le continent américain (il serait probablement plus exact d'indiquer "d'Amérique centrale et du Sud"), à cause de son système bancaire qui n'oblige pas les institutions financières à reporter l'origine de leurs dépôts liés au change de devises ou aux opérations informatiques, et ceci malgré un changement de la législation mexicaine en 1992 qui impose aux banques de tenir à jour un registre de leurs transactions; d'autre part, il n'existe toujours aucune limitation des sommes qui sont déposées dans les bureaux de change.

sera d'autant plus efficace que son influence s'exercera à partir de la proximité du sommet de la hiérarchie qui dirige les affaires publiques);

4) la forme de pénétration de l'économie légale est dépendante de la situation d'intégration au sein de l'édifice à trois étages constitué par les niveaux criminel, politique et industriel; les réinvestissements dans l'économie légale sont alimentés par deux sources : le blanchiment institutionnel (régional et/ou national et productif) et le blanchiment social (local et artificiel);

5) le type d'activité est soit principale, soit complémentaire, soit occasionnelle;

6) la forme de diffusion est locale (pour les sous-traitants ou les paysans qui vendent sur les lieux de production ou ceux qui trafiquent en vue de satisfaire la consommation locale), régionale (pour les commerçants ou les employés des barons), nationale (pour les indépendants ou les employés) et transnationale (pour les indépendants et les grandes organisations);

7) les moyens de pression consistent en l'utilisation de la corruption (la persuasion douce) et en l'usage de la violence (la contrainte) à divers degrés, le plus fort étant l'objectif de déstabilisation soit des rapports sociaux au sein des communautés locales, soit des rapports de pouvoir au niveau national afin de conserver, de recomposer ou de modifier les termes des alliances avec les représentants politiques du régime.

Enfin, il est possible de repérer les différents acteurs privés et publics qui sont susceptibles d'intervenir (au titre de l'organisation, du contrôle, de la répression, de la protection ou de la participation aux bénéfices) à chacun des trois niveaux de la culture, du trafic et du blanchiment, afin de reconnaître *les acteurs forts intervenant dans plusieurs phases du système de production* :

#### 1 – le niveau de la production :

\*les acteurs privés : *rancheros* (grands propriétaires fonciers), petits propriétaires, ouvriers agricoles saisonniers, *ejidatarios*, indigènes, caciques, acheteurs, hommes de main, trafiquants d'armes, chimistes (pour la transformation dans les laboratoires clandestins dissimulés au milieu de la végétation);

\*les acteurs publics : maires, commissaires *ejidaux*, militaires, police fédérale (PJF), police municipale, notaires (pour l'enregistrement des propriétés), commerçants locaux (dynamisés par l'augmentation du pouvoir d'achat).

#### 2 – Le niveau du trafic :

\* Les acteurs privés : hommes de main des policiers (*madrinas*) ou des narcos, transporteurs, passeurs (*mulas*), fourmis, bandes organisées, trafiquants d'armes, famille, avocats;

les acteurs publics : police fédérale (PJF), police de l'État (PJE), chefs PJF, Ministère Public (PGR), juges, gouverneur (et hauts fonctionnaires du gouvernement régional), fonctionnaires ou conseillers attachés à la Présidence, douaniers, personnel de l'administration pénitentiaire.

#### 3 – Le niveau du blanchiment (et du recyclage) :

\*les acteurs privés : gros entrepreneurs du loisir, du tourisme, du bâtiment et des travaux publics, petits entrepreneurs en difficulté, agents immobiliers, responsables de bureaux de change, banquiers, membres de cabinets de placements financiers, commerçants fictifs, *rancheros*, restaurateurs, avocats d'affaires, comptables, responsables de sociétés de fausses

factures, famille et amis (des hauts militaires, des chefs policiers, des responsables politiques, des narcos);

\*les acteurs publics : le Parti (les clans), le personnel du gouvernement régional, de certains ministères "impliqués" (agriculture, transports...) et de la présidence, les chefs de la police fédérale, les juges, les avocats, les notaires, les responsables de l'administration fiscale.

Le Mexique est donc devenu l'État du continent américain qui s'est le mieux organisé pour répondre à la demande des consommateurs américains; c'est l'État qui a su transformer sa rente géographique en une formidable source de revenu, captant un droit de passage pour les drogues étrangères, s'assurant le quasi monopole du transport ainsi qu'une partie de la distribution aux États-Unis, et produisant sur son sol suffisamment de cannabis et de pavot pour assurer une bonne partie de la demande américaine. Mais c'est surtout l'État dont le système politique a été le mieux "armé" pour affronter la puissance des narco-trafiquants et la convertir au point qu'elle contribue à la bonne marche des affaires intérieures, et n'entrave pas les bonnes relations bilatérales avec le voisin du Nord. Le Mexique apparaît donc comme le pays dont le territoire entier constitue la plaque tournante stratégique du trafic de drogue sur le continent américain. Les différents cartels nationaux s'en partagent le territoire, contrôlant à la fois une grande partie des cultures locales ainsi que le trafic transnational; la production permet d'amortir la crise en favorisant la consommation et le commerce; les organisations du Nord du pays assistent celles de l'intérieur pour le passage de la marchandise de l'autre côté de la frontière; les mêmes organisations possèdent leurs réseaux de distribution aux États-Unis et elles blanchissent ensuite (directement ou institutionnellement) leurs bénéfices pour soutenir le système économique des deux pays. Les différents clans mexicains (politiques et criminels) "gagnent" donc sur tous les plans.

## **Conclusion**

Une analyse comparée du système politique et du système d'organisation du trafic de drogue a donc permis de comprendre comment s'infiltrèrent les acteurs de la marge au sein du système politique, mais surtout comment ils sont "institutionnellement" contenus, contrôlés et récupérés par un système global (le Parti-Etat centralisé) qui est plus fort qu'eux. Les narco-trafiquants doivent agir en toute autonomie du système politique, mais ils ne peuvent empêcher que le système politique agisse sur eux. D'autre part, c'est lorsque le système politique ne parvient plus à réguler les relations entre les différents clans qui le composent, que les relations du système global avec les narco-trafiquants se détériorent et que ces derniers sont en mesure d'infléchir le système politique (en jouant un clan contre un autre). La corruption constitue la porte d'entrée dans le système politique qui peut transformer des rapports de force entre partenaires rivaux en narco-relations de pouvoir.

Les différentes dimensions économique, sociale et politique se retrouvent donc au cœur de la coexistence entre le système ancien de clientélisme et le néo-clientélisme; si les frontières entre le tolérable et le non-tolérable ont été déplacées, les territoires de ces deux formes de clientélisme sont également en phase de recomposition, ce qui semble perceptible à travers :

- \*les politiques de solidarité qui jouent sur la relation national-local;
- \*les économies souterraines qui privilégient le lien du local au transnational;
- \*les économies libérales fondées sur la relation national-mondial.

Au niveau local, les deux premières formes d'intégration seraient donc complémentaires; au niveau national, la première et la dernière semblent compatibles; au niveau transfrontalier, la deuxième et la troisième se compléteraient. Ainsi se mettrait en place une nouvelle division des

fonctions et des territoires d'intégration, fondée sur deux modes différents – mais complémentaires – de clientélisme.

Il est finalement remarquable de constater comment un système politique favorise une redistribution financière et économique d'une partie des bénéfices réalisés à sa marge externe. Mais il est tout aussi évident qu'une telle forme de redistribution se heurte à certaines limites : limite sociale car elle se fonde sur des méthodes clientélistes qui sont intrinsèquement inégalitaires (ce qui permet de comprendre les difficultés de la classe moyenne mexicaine à se constituer, mais aussi la reproduction d'une pauvreté chronique même en période de croissance, les maîtres de clientèle ne sachant développer que des stratégies d'assujettissement politique et d'obligation financière génératrice d'endettement); de plus, le développement de l'économie souterraine qui favorise l'émergence de sociétés parallèles hors de la légalité, peut remettre en question l'intégration sociale et politique, ainsi que la pacification des rapports sociaux, dans un contexte où la violence n'est plus le monopole des agents liés au pouvoir, mais tend à se généraliser dans l'ensemble des couches sociales. Limite politique car le clientélisme (à travers les caciques qui en contrôlent le fonctionnement à leur profit) constituera toujours un obstacle aux revendications démocratiques ( fondées sur un *plus* de reconnaissance par le mérite, de transparence dans la gestion des affaires publiques, de justice égalitaire...). Et enfin limite économique car le caractère transnational des capitaux blanchis et recyclés n'autorise pas les investisseurs à cultiver une "fibre nationaliste", et leur seul critère d'élection demeure la recherche de profits plus substantiels; c'est pourquoi le recours à la marge n'a pu empêcher la crise monétaire et économique de décembre 1994 de se manifester au Mexique. Mais nul doute que la marge permettra d'en atténuer les effets, de la même manière qu'elle avait servi auparavant de catalyseur de la croissance.

Quoi qu'il en soit, grâce à l'établissement de territoires clandestins réticulaires, le trafic de drogue devient une entreprise multinationale qui s'exerce contre l'État-Nation (ses frontières, ses lois et ses réglementations), mais qui nécessite un fort ancrage local car, sans territoire d'origine, ne sont possibles ni l'organisation de la circulation des marchandises, ni le retour des hommes à leur communauté, ni la formation des statuts sociaux. Le trafic de drogue impliquerait donc l'établissement de réseaux qui vont du local au multinational, transformant les espaces nationaux conquis en territoires clandestins; ici seraient développées des stratégies fondées sur la corruption et la violence exercées contre l'État, mais avec l'assentiment de certains de ses représentants qui, participant au commerce illégal, auraient intérêt à ce que celui-ci se perpétue. Métissé d'identité et d'exclusion, le territoire *clandestin* apparaît, en fait, comme un territoire *intégré* au territoire *légal*, le légal et le clandestin formant les deux facettes du même territoire *réel*.

\*\*\*\*\*

## Bibliographie

### Ouvrages

AGUAYO, S. et B. M. BAGLEY, 1990, *En busca de la seguridad perdida : aproximaciones a la seguridad nacional mexicana*, México, Siglo XXI.

AZIZ NASSIF, A., 1994, *Chihuahua : historia de una alternativa*, Mexico, Ediciones Amega.

CAMP, R. AI, 1992, *Generales in the Palace*, Oxford University Press.

COLLECTIF, 1990, *Economía y Política del Narcotráfico*, cf. Lupsha, P. A., *El Tráfico de Drogas : México y Colombia. Una perspectiva comparada*, Bogotá, Fondo Editorial CEREC.

COLLECTIF, 1994, *État des Drogues, Drogue des États*, Observatoire Géopolitique des Drogues, Paris, Hachette / Pluriel.

COLLECTIF, 1989, sous la direction de Gonzalez, G. et Tienda, M., *México y Estados Unidos en la cadena internacional del narcotráfico*, cf. Ruiz-Cabanas, M., *La oferta de drogas ilícitas hacia Estados Unidos : el papel fluctuante de México*, Mexico, FCE.

COLLECTIF, 1989, *The Drug Connection in U.S.-mexican Relations*, cf. Craig, R., *U.S. Narcotics Policy toward Mexico : consequences for the bilateral Relationship*, San Diego, Center for U.S. Mexican Studies, University of California.

COLLECTIF, 1992, *War on Drugs : studies in the failure of U.S. narcotics policy*, cf. ch. 7 : Lupsha, P. A., *Drug Lords and Narco-Corruption : the players change but the game continues*, Westview Press.

GARCIA RAMIREZ, S., 1989, *Narcotráfico : un punto de vista mexicano*, México, Porrúa.

HERNANDEZ, R., 1989, *Zorilla : el imperio del crimen*, México D.F., editorial Planeta.

JOHNS, C.J., 1992, *Power, Ideology and the War on Drugs : nothing succeeds like failure*, New York, Praeger.

KINDELBERGER, C. P., 1987, "A Historical Perspective", in *Capital flight and third world debt*, Institute for International Economics, Washington D.C..

NADELMANN, E. A., 1993, *Cops across Borders : the internationalization of U.S. criminal law enforcement*, University Park, the Pennsylvania State University Press.

NOE TORRES, O., 1988, *México y los Estados Unidos ante el Problema del Narcotráfico*, Centro Latinoamericano de Estudios Estratégicos A.C., México D.F..

POPPA, T. E., 1990, *Drug Lord : the life and death of a mexican kingpin*, New York, Pharos Books.

SAULOY, M. et Y. LE BONIEC, 1992, *A qui profite la Cocaïne ?*, Paris, Calmann-Lévy.

SHANNON, E., 1988, *Desperados : latin drug lords, US lawmen and the war america can't win*, New York, Viking Press.

WALKER III, W. O., 1989, *Drug Control in the Americas*, Albuquerque, University of New Mexico Press.

#### Revue spécialisée

CASTRO REA, J., G. Ducatenzeiler et P. Faucher, 1990, "La tentacion populista : Argentina, Brasil, México y Peru", in *Foro Internacional*, XXXI, 2, México.

CHABAT, J., 1991, "Mexico's Foreign Policy in 1990 : electoral sovereignty and integration with the United States", in *Journal Of Interamerican Studies And World Affairs*, Institute of Interamerican Studies, University of Miami, vol. 33, n° 4.

GONZALEZ, G., 1985, "El problema del Narcotráfico en el Contexto de la Relación entre México y Estados Unidos", in *Carta De Política Exterior Mexicana*, CIDE, México, año V, n° 2-3, abril-septiembre 1985.

LUPSHA, P. A., 1981, "Drug trafficking : Mexico and Colombia in comparative perspective", in *Journal Of International Affairs*, 35.

REUTER, P. et D. RONFELDT, 1992, "Quest for Integrity : the Mexican-US Drug Issue in the 1980's", in *Journal Of Interamerican Studies And World Affairs*, Vol. 34, n° 3, Institute of Interamerican Studies, University of Miami.

SALAZAR, L. S., 1987, "El Narcotráfico en las Relaciones interamericanas : una aproximación estructural", in *Cuadernos De Nuestra America*, 4.

#### Rapports

ASTORGA, A., L.A. : *entre goma, hierba, polvo, plata y plomo*, Mexico, IIS/UNAM, s.d.

Chabat, J., 1992, *Drug Trafficking in the U.S.-Mexico Relationship : what you see is what you get*, multigr., 30 p..

COCHET, H., 1990, *Cannabis et Pavot : essor des cultures illicites et spécialisation régionale (un exemple en Sierra Madre del Sur au Mexique)*, multigr., 17 p..

DEPARTAMENTO DE ESTUDIOS DE NORTEAMERICA, 1993, *Politica Comercial y Antidrogas en la Frontera Sur de Estados Unidos*, Tijuana.

Organe international de contrôle des stupéfiants, 1990 et 1991, *rapports 1989 et 1990*, Nations-Unies, Vienne.

PROCURADURIA GENERAL DE LA REPUBLICA, 1992, *El Control de Drogas en México : Programa Nacional 1989-1994 (Evaluación y Seguimiento)*, México.

US DEPARTMENT OF STATE, 1993, *International Narcotics Control Strategy Report*, Bureau of International Narcotics Matters (BINM), Washington D.C., Department of State Publication, march 1991, march 1992, april 1993.

US DEPARTMENT OF STATE DISPATCH, 1992, *Fact Sheet : US economic, military and counter-narcotics program assistance*, march 2, 1992.

US CONGRESS, 1989, *US Narcotics Control Programs in Peru, Bolivia, Colombia and Mexico : an update House report of a staff study mission to Peru, Colombia and Mexico*, november 19 to december 18, 1988 to the Committee on Foreign Affairs, One hundred first Congress, first session, Washington D.C., US Government Printing Office.

US GENERAL ACCOUNTING OFFICE, 1990, *Drug Control : how drug-consuming nations are organized for the war on drugs*, GAO/ NSIAD-90-133.

US GENERAL ACCOUNTING OFFICE, 1993, *Drug Control : revised drug interdiction approach is needed in Mexico*, GAO/NSIAD-93-152.

VILLAR (del), S. I., 1992, *La Guerra contra las Drogas de E.U. : los derechos humanos y la corrupción en México*, multigr. 85 p., El Colegio de México, décembre 1992.

WHITE HOUSE (The), *National Drug Control Strategy*, U.S. Government Printing Office, Washington D.C., septembre 1989. *Nacional Drug Control Strategy : a nation responds to drug use*, U.S. Government Printing Office, Washington D.C., janvier 1992 (a). *Nacional Drug Control Strategy : a nation responds to drug use*, U.S. Government Printing Office, Washington D.C., janvier 1992 (b). *Nacional Drug Control Strategy : reclaiming our communities from drugs and violence*, U.S. Government Printing Office, Washington D.C., mars 1993.

WORLD REPORT 1990, *Human Rights Watch*, New York, février 1991.